Dépêche No. 1109 | 12 janvier 2026

Les Béninois saluent la lutte anticorruption, mais les paiements de pots-de-vin augmentent

Dépêche No. 1109 d'Afrobarometer | Joao Babadoudou

Résumé

Robert Solow démontrait en 1957 que le progrès technique constituait le principal moteur de la croissance économique à long terme. Si sa théorie visait d'abord la productivité industrielle, elle trouve aujourd'hui un écho particulier dans la gouvernance publique. Le numérique est devenu une arme pour moderniser l'administration et combattre la corruption (Bertot, Jaeger, & Grimes, 2010). Le Bénin ne fait pas exception à cette tendance continentale.

Ces dernières années, le pays a multiplié les initiatives pour combattre la corruption, plaçant résolument la digitalisation au cœur de sa stratégie (Beninsite, 2019). E-gouvernement, services en ligne, dématérialisation des procédures : L'idée est simple mais utile. Moins de contacts directs entre usagers et agents publics, c'est moins d'opportunités de corruption. De l'obtention de documents administratifs au paiement des impôts, en passant par les services douaniers, le numérique s'impose progressivement comme un outil de transparence.

Cette évolution n'est pas passée inaperçue sur la scène internationale. Selon l'Indice de Perception de la Corruption 2024 de Transparency International, le Bénin a connu une progression notable, passant de la 95e place en 2016 à la 69e sur 180 pays en 2024, signe d'une amélioration de son image auprès des experts et des investisseurs internationaux.

Mais au-delà des réformes institutionnelles et des reconnaissances internationales, que pensent les citoyens béninois du niveau de la corruption dans leur pays, et quelle expérience ont-ils de ce phénomène ? Car comme le soulignait De Soto (2000), les réformes n'ont d'impact réel que si elles transforment effectivement le quotidien des populations.

Selon les résultats de la récente enquête menée par Afrobarometer au Bénin, la majorité des citoyens estiment que le niveau de corruption a diminué au cours de l'année écoulée, une perception qui demeure majoritaire depuis 2020, bien qu'en recul de 10 points par rapport à 2022.

Cette appréciation globalement positive coexiste toutefois avec des pratiques persistantes de corruption au quotidien. Parmi les citoyens ayant eu recours à certains services publics ou à la police au cours des 12 derniers mois, près de la moitié déclarent avoir versé des pots-de-vin pour éviter des problèmes avec la police, et nombreux l'ont fait pour obtenir d'autres services.

Par ailleurs, les hommes et femmes d'affaires apparaissent comme les acteurs les plus perçus comme corrompus aux yeux des citoyens. Si deux tiers des répondants saluent la manière dont le gouvernement lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, une large majorité estiment néanmoins que les citoyens ordinaires s'exposent à des représailles lorsqu'ils dénoncent des actes de corruption, révélant ainsi un climat de crainte qui limite encore la dénonciation de ces pratiques.

Copyright ©Afrobarometer 2026

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 (2024/2025) couvrent 38 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Bénin, conduite par l'Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG), s'est entretenue avec 1.200 adultes béninois en janvier 2024. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Bénin en 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020 et 2022.

Résultats clés

- La majorité (60%) des Béninois estiment que le niveau de corruption a « quelque peu » ou « beaucoup » diminué pendant l'année écoulée.
    - La perception selon laquelle le niveau de corruption a baissé demeure majoritaire depuis 2020, malgré un recul de 10 points par rapport à 2022.
- Parmi les Béninois qui ont eu affaire à certains services publics ou à la police au cours des 12 derniers mois, près de la moitié (45%) déclarent avoir versé au moins une fois de pots-de-vin pour éviter des ennuis avec la police, soit une hausse de 16 points de pourcentage par rapport à 2022.
    - D'autres déclarent avoir versé de pots-de-vin pour obtenir l'assistance de la police (23%), pour accéder à des soins médicaux (15%), et pour acquérir un document d'identité (13%).
- Parmi les leaders et institutions évalués, les hommes et femmes d'affaires sont les plus perçus comme corrompus par les citoyens béninois.
- Deux tiers (67%) des répondants qualifient de « plutôt bien » ou « très bien » la façon dont le gouvernement actuel lutte contre la corruption au sein de l'administration publique.
- Cependant, près de sept Béninois sur 10 (68%) pensent que les citoyens ordinaires risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils signalent les actes de corruption.

Perception de la corruption

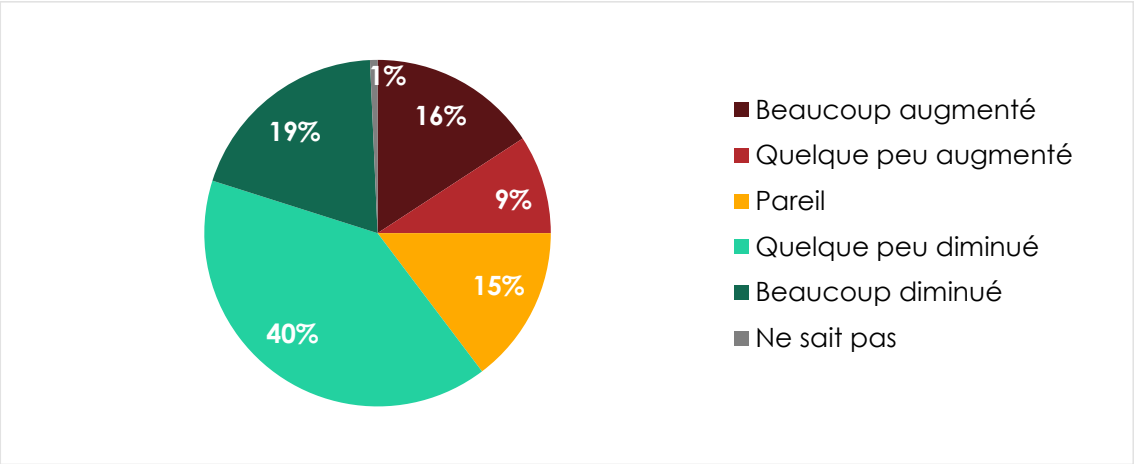
Six Béninois sur 10 (60%) estiment que le niveau de corruption dans le pays a « quelque peu » ou « beaucoup » diminué pendant l'année écoulée. A l'inverse, un quart (25%) des répondants pensent qu'il a augmenté (Figure 1)[1].

[1] En raison des arrondis, les pourcentages des catégories combinées indiquées dans le texte peuvent différer légèrement de la somme des sous-catégories indiquées dans les chiffres (par exemple, 19% « beaucoup diminué » et 40% « quelque peu diminué » totalisent 60%).

Copyright ©Afrobarometer 2026

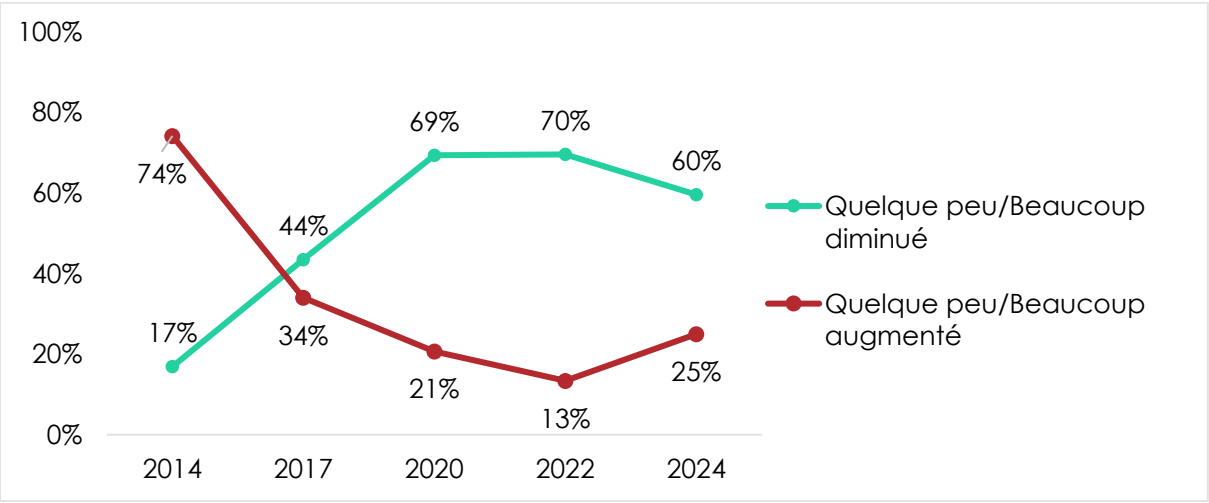
La perception selon laquelle le niveau de corruption a diminué est restée majoritaire depuis 2020, mais elle marque toutefois un recul par rapport à 2022 (Figure 2).

Figure 1 : Niveau de corruption | Bénin | 2024



Question posée aux répondants : *A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ?*

Figure 2 : Niveau de corruption | Bénin | 2014-2024



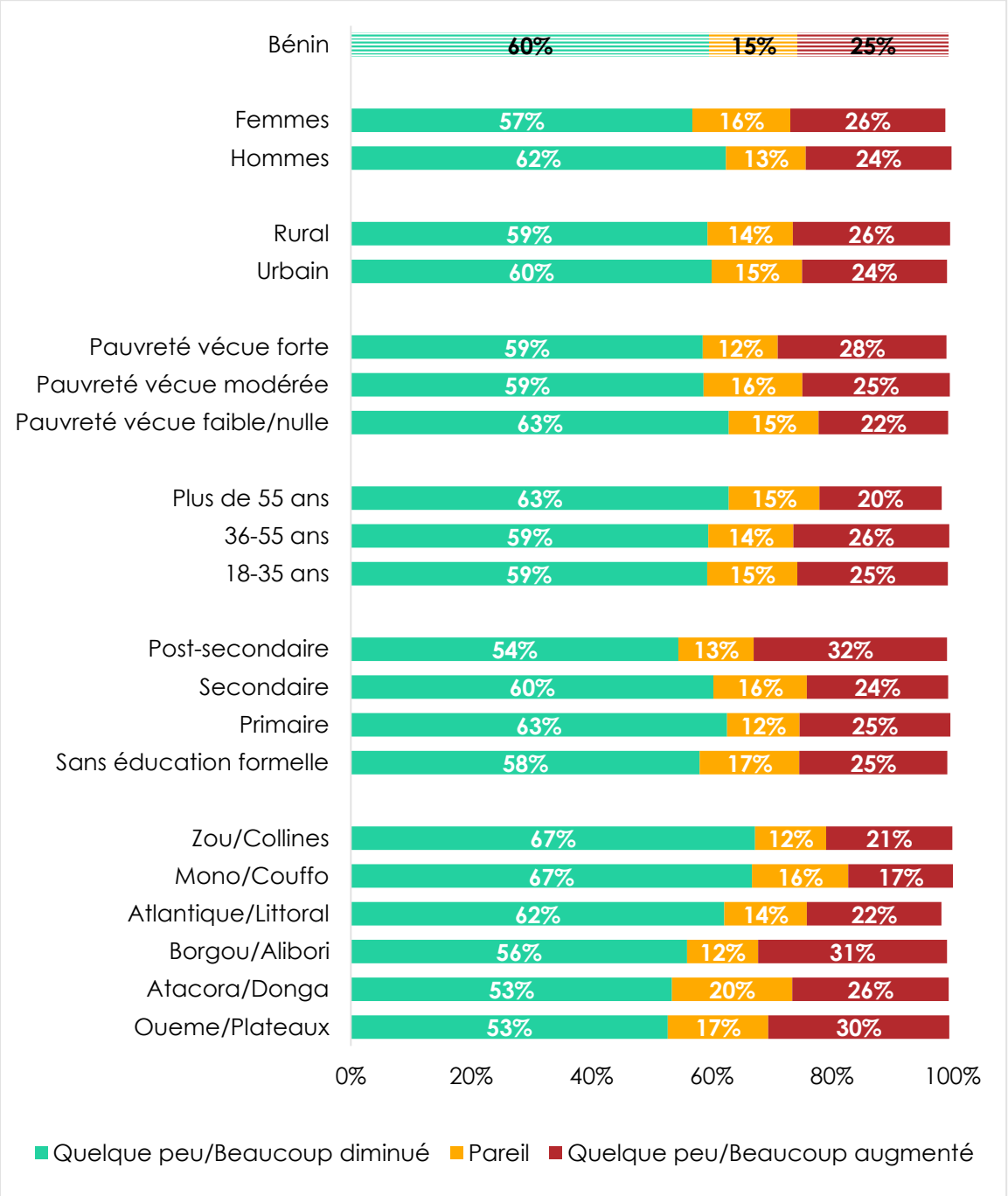
Question posée aux répondants : *A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ?*

La baisse du niveau de corruption est davantage perçue par les résidents de Zou/Collines (67%) et du Mono/Couffo (67%), les répondants de plus de 55 ans (63%), les plus nantis (63%)[2] et les hommes (62%) que par les plus jeunes (59%), les moins nantis (59%) et les femmes (57%) (Figure 3).

[2] L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 3 : Niveau de corruption | par groupe démographique | Bénin | 2024



Question posée aux répondants : *A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ?*

Expériences de corruption

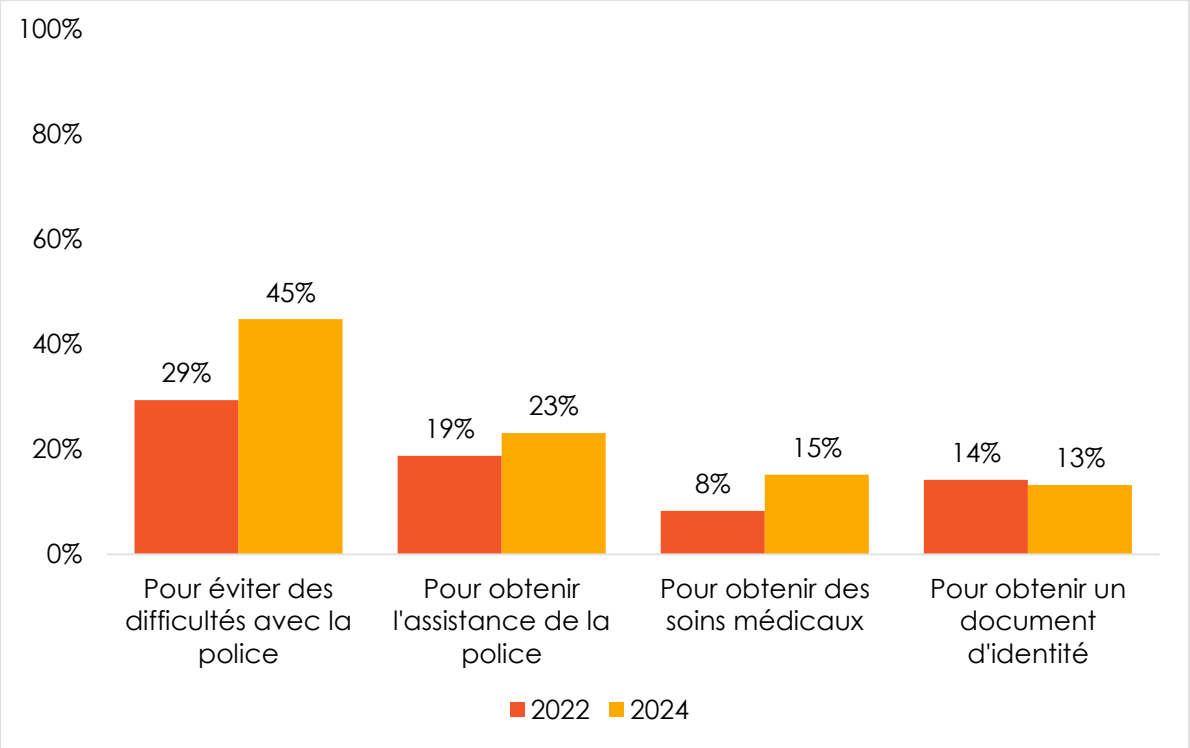
Les expériences vécues de corruption par les Béninois révèlent une détérioration entre 2022 et 2024. Parmi les citoyens ayant eu recours à certains services publics, les données montrent une augmentation des pratiques de versement de pots-de-vin dans trois domaines sur quatre. Le constat est particulièrement préoccupant dans les interactions inopinées avec les forces de l'ordre.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Parmi les Béninois ayant eu affaire aux forces de l'ordre en 2024, près de la moitié (45%) déclarent avoir dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur pour éviter des difficultés avec la police, contre 29% en 2022 (Figure 4). Cette hausse de 16 points de pourcentage constitue le changement le plus remarquable. Dans une moindre mesure, ceux sollicitant l'assistance de la police ont également vu leur exposition croître. Environ un sur quatre (23%) ont dû payer des pots-de-vin en 2024, contre 19% deux ans plus tôt.

Le secteur de la santé n'est pas épargné, avec 15% des usagers ayant versé des pots-de-vin pour obtenir des soins médicaux en 2024, contre 8% en 2022, soit un quasi-doublement. Environ une personne sur huit (13%) déclarent avoir dû verser des pots-de-vin pour obtenir un document d'identité officiel, un chiffre qui n'a pas sensiblement changé par rapport à 2022 (14%).

Figure 4 : Paiement de pots-de-vin | Bénin | 2024



Questions posées aux répondants qui ont eu affaire à ces services publics au cours des 12 derniers mois :

Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à [un agent public] afin d'obtenir le service dont vous aviez besoin ?

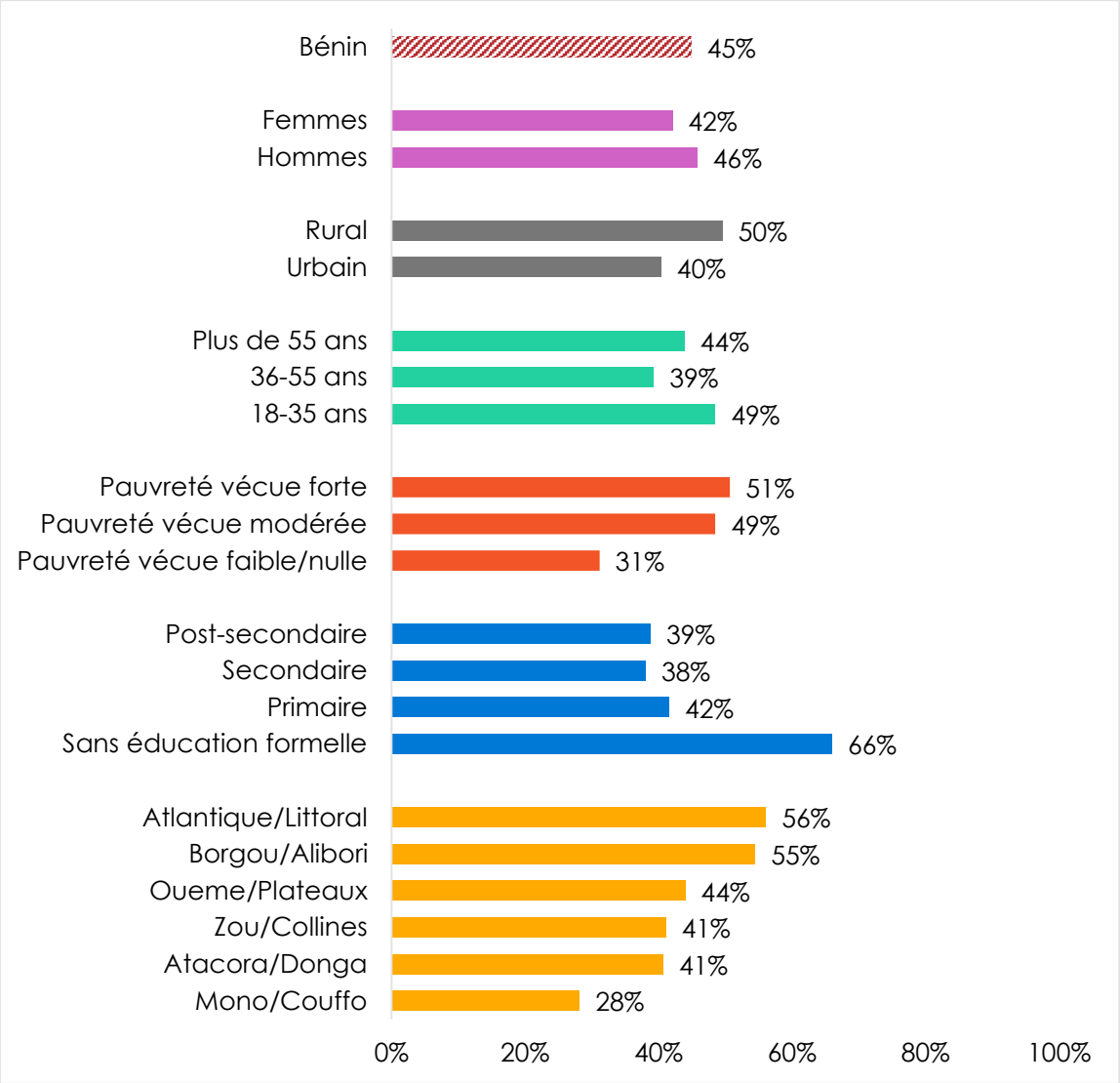
Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ?

(% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent » ; les répondants qui n'ont pas eu affaire à ces services publics sont exclus.)

L'analyse des paiements de pots-de-vin à la police pour éviter des ennuis met en évidence d'importantes disparités selon les profils des répondants (Figure 5). Les départements de l'Atlantique/Littoral (56%) et du Borgou/Alibori (55%) enregistrent les taux les plus élevés, tandis que Mono/Couffo (28%) affiche le niveau le plus faible. Le versement de pots-de-vin est plus répandu parmi les répondants non instruits (66%), les pauvres (51%), les résidents ruraux (50%), les jeunes (49% des 18-35 ans) et les hommes (46%) que parmi les plus instruits (38%-39%), les plus nantis (31%), les citadins (40%), les plus âgés (39%-44%) et les femmes (42%).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 5 : Paiement de pots-de-vin pour éviter des difficultés avec la police | par groupe démographique | Bénin | 2024



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à la police dans des circonstances comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête : *Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent » ; les répondants qui n'ont pas eu affaire à la police dans ces circonstances sont exclus.)*

Qui est perçu comme corrompu ?

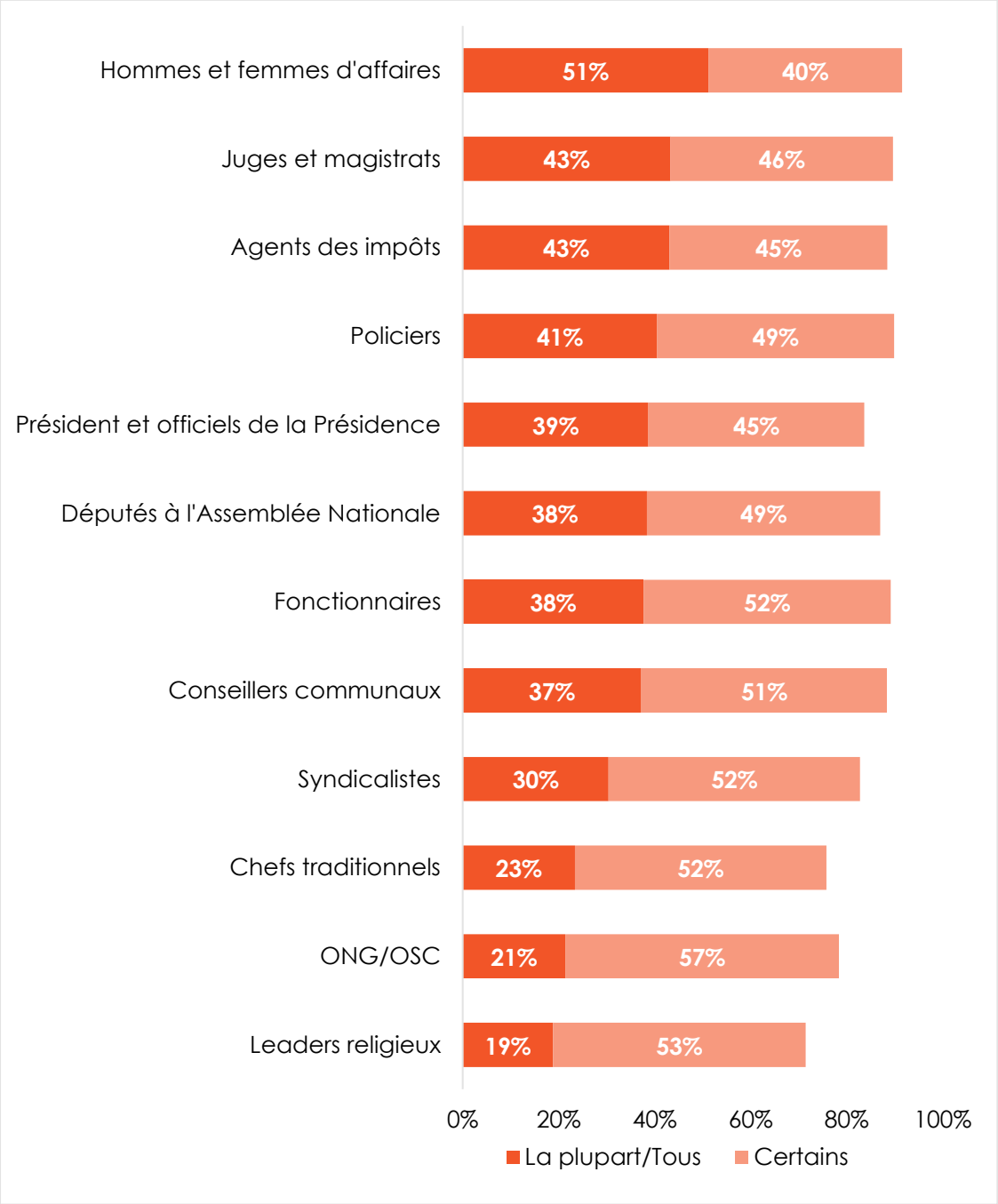
Si les Béninois estiment majoritairement que la corruption a diminué dans le pays au cours de l'année écoulée, leur regard sur les différentes catégories d'acteurs révèle des niveaux de méfiance variables et en évolution.

Les hommes et femmes d'affaires sont perçus comme les plus impliqués dans des affaires de corruption, avec 51% des citoyens considérant que « la plupart » ou « tous » sont corrompus, en plus de 40% qui estiment que « certains » d'entre eux le sont (Figure 6). A l'autre extrémité

Copyright ©Afrobarometer 2026

du spectre, les leaders religieux conservent la meilleure réputation. Environ deux Béninois sur 10 (19%) estiment que la « plupart » ou « tous » sont impliqués dans des affaires de corruption.

Figure 6 : Perception de corruption au sein des leaders et institutions | Bénin | 2024

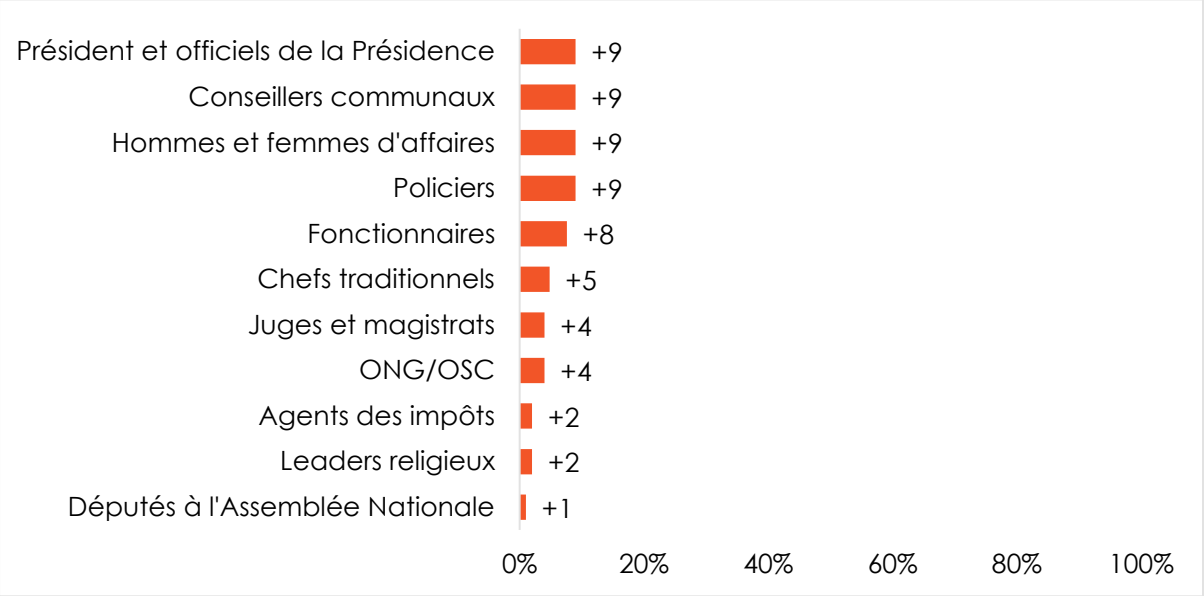


Questions posées aux répondants : *Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Par rapport à 2022, le président et les officiels de la Présidence, les conseillers communaux, les hommes et femmes d'affaires et les policiers enregistrent la plus forte progression de la corruption perçue, avec une hausse de 9 points de pourcentage de citoyens estimant que la « plupart » ou « tous » sont impliqués dans des affaires de corruption (Figure 7).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 7 : Evolution de la corruption perçue au sein des leaders et institutions (points de pourcentage) | Bénin | 2022-2024



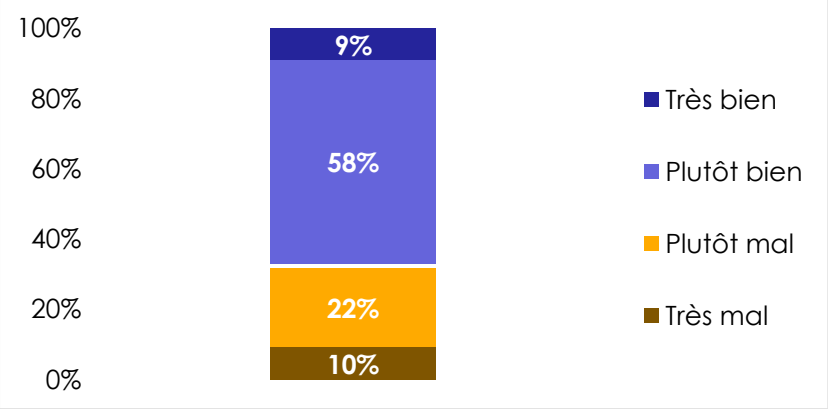
Questions posées aux répondants : *Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (La figure montre la variation en points de pourcentage entre 2022 et 2024 des proportions de répondants qui estiment que « la plupart » ou « tous » sont corrompus.)*

Lutte contre la corruption : Entre approbation et crainte de représailles

La perception de l'action gouvernementale dans la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique est globalement favorable. Deux Béninois sur trois (67%) jugent « plutôt bien » ou « très bien » les efforts du gouvernement en la matière (Figure 8).

L'approbation de la performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption est particulièrement élevée parmi les résidents du Mono/Couffo (87%) et les jeunes adultes (67%-69%) comparativement à leurs homologues respectifs (Figure 9).

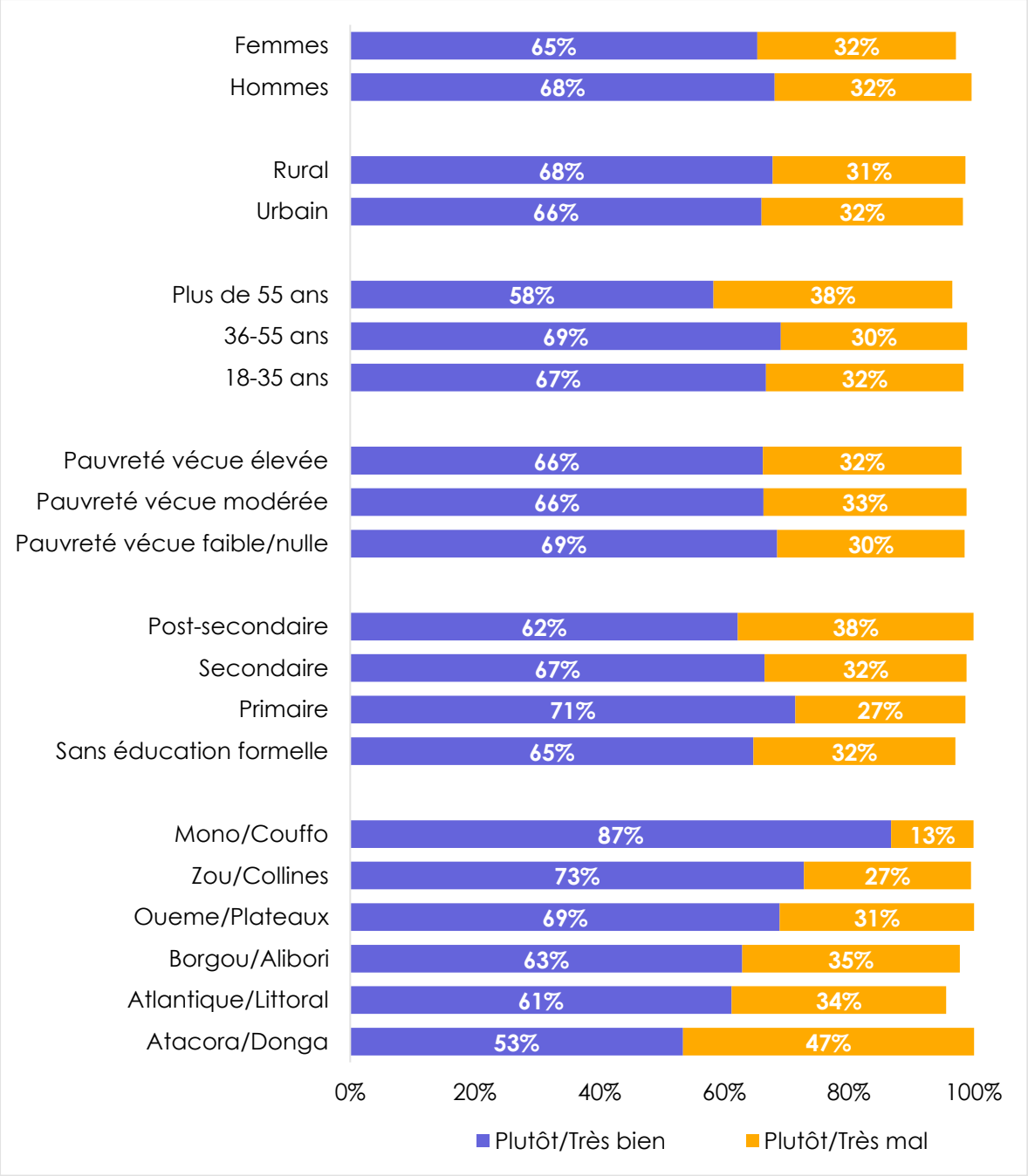
Figure 8 : Performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption | Bénin | 2024



Question posée aux répondants : *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 9 : Performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption | par groupe démographique | Bénin | 2024

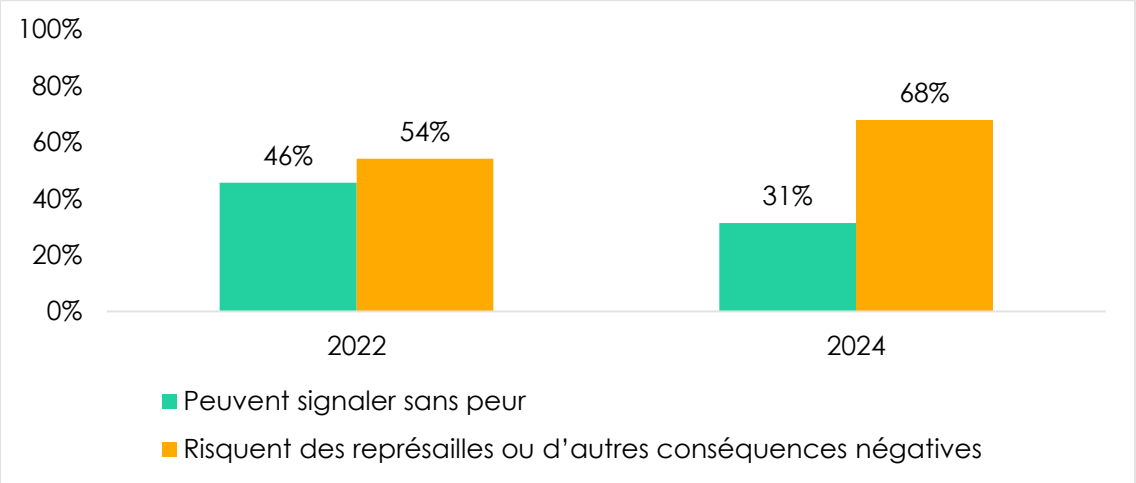


Question posée aux répondants : *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Cependant, cette appréciation positive de la lutte contre la corruption s'accompagne d'une préoccupation croissante quant à la sécurité des dénonciateurs de corruption. Près de sept Béninois sur 10 (68%) estiment que les citoyens qui signalent des actes de corruption risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives, contre 54% en 2022 (Figure 10).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 10 : Peut-on signaler la corruption sans peur ? | Bénin | 2022-2024

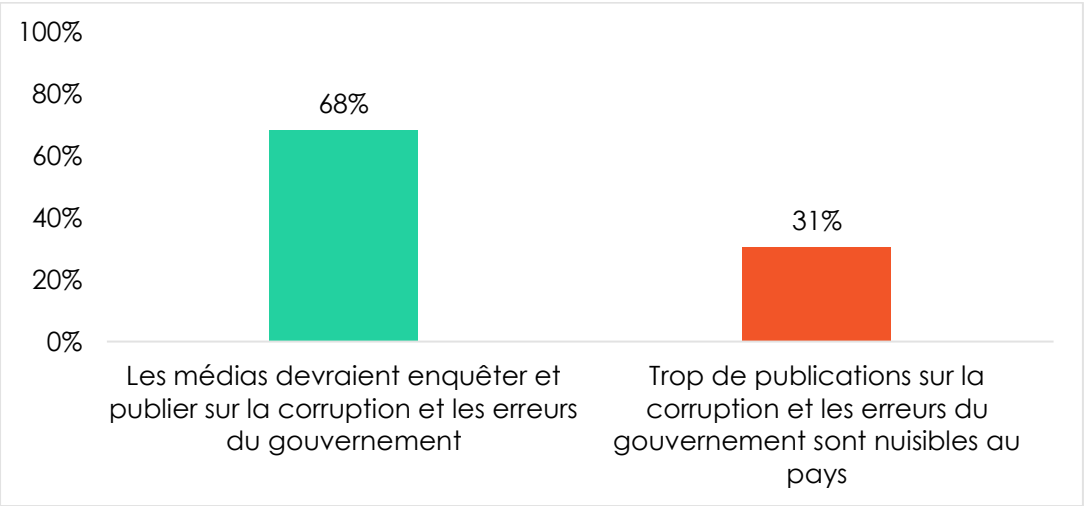


Question posée aux répondants : *Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ?*

Par ailleurs, les Béninois expriment un soutien massif à la mission d'investigation des médias dans la lutte contre la corruption. Près de sept sur 10 (68%) estiment que les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement (Figure 11).

Ce plébiscite en faveur du journalisme d'investigation témoigne de la confiance des citoyens dans le rôle de contre-pouvoir et de transparence que peuvent jouer les médias, considérés comme un outil essentiel dans la lutte contre la corruption malgré les craintes de représailles exprimées par ailleurs.

Figure 11 : Les médias et la lutte contre la corruption | Bénin | 2024



Question posée aux répondants : *Parlons un peu du type de société que vous souhaiteriez pour ce pays. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement.
Affirmation 2 : Trop de publications sur les évènements négatifs comme la corruption et les erreurs du gouvernement sont nuisibles au pays.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Conclusion

Les résultats montrent une perception globalement positive des efforts de lutte contre la corruption au Bénin. Une majorité de citoyens observent une diminution du niveau de corruption et apprécient l'action du gouvernement dans ce domaine. Toutefois, des préoccupations subsistent, notamment les pratiques illicites impliquant la police.

Si les citoyens souhaitent que les médias enquêtent librement sur la corruption, l'inquiétude croissante concernant la sécurité des dénonciateurs soulève des questions sur les conditions concrètes d'une participation citoyenne effective à cette lutte. Ce paradoxe entre approbation de l'action publique et crainte de représailles suggèrerait la nécessité de renforcer les mécanismes de protection des lanceurs d'alerte pour que l'élan citoyen puisse pleinement accompagner les réformes institutionnelles en cours.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Références

Beninsite. (2019). Digitalisation de l'administration publique au Bénin : Un gage de lutte contre la corruption. 3 septembre.

Bertot, J. C., Jaeger, P. T., & Grimes, J. M. (2010). Using ICTs to create a culture of transparency: E-government and social media as openness and anti-corruption tools for societies. *Government Information Quarterly, 27*(3), 264-271.

De Soto, H. (2000). The mystery of capital: Why capitalism triumphs in the west and fails everywhere else.

Mattes, R., & Lekalake, L. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.

Solow, R. M. (1957). Technical change and the aggregate production function. *The Review of Economics and Statistics, 39(3), 312*.

Transparency International. (2025). Indice de perceptions de la corruption 2024.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Joao Babadoudou est statisticien et assistant de recherche à l'Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG), le partenaire principal d'Afrobarometer en Afrique francophone et partenaire national au Bénin. Il était participant à l'école d'été d'Afrobarometer 2025. Email : joaobabadoudou@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institute for Development Studies (IDS) de University of Nairobi au Kenya, et l'Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG) au Bénin. Michigan State University et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminate, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Fondation Obama, de la Fondation Rockefeller, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Population Institute, du Centre for International Governance Innovation, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade Royale du Danemark en Ouganda/Danida, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) soutenu par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner la parole aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce lien ou ce lien. Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.

Copyright ©Afrobarometer 2026